

FEDERATION FRANCAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

10 Place de Catalogne

75014 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

FEDERATION FRANCAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES

Association régie par loi du 1^{er} juillet 1901

10 Place de Catalogne
75014 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association FEDERATION FRANCAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FEDERATION FRANCAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif aux incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 décrit dans la note intitulée "Changement de méthode comptable" de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 19 juin 2026
Le commissaire aux comptes
Deloitte & Associés

Estelle EVEN

Bilan association ANC2022-06

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires	2 525 777	2 525 777			
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	422 268	374 685	47 582	19 727	27 855
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes				228 369	- 228 369
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	520 000		520 000	470 000	50 000
Autres immobilisations financières	200 934		200 934	201 202	- 268
TOTAL (II)	3 668 979	2 900 462	768 517	919 297	- 150 780
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 493 389		7 493 389	10 098 692	-2 605 303
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	2 053 159		2 053 159	1 323 437	729 722
. Charges constatées d'avance	307 275		307 275	303 989	3 286
Valeurs mobilières de placement	1 900 598		1 900 598	6 866 836	-4 966 238
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	11 776 055		11 776 055	16 561 759	-4 785 704
TOTAL (III)	23 530 475		23 530 475	35 154 712	-11 624 237
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecarts de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	27 199 454	2 900 462	24 298 992	36 074 009	-11 775 017

Bilan association ANC2022-06(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	234 060	234 060	
. Autres			
Report à nouveau	3 159 928	900 149	2 259 779
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 039 150	2 259 779	-3 298 929
Situation nette (sous total)	2 354 837	3 393 988	-1 039 151
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	2 354 837	3 393 988	-1 039 151
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	10 833 582	19 191 687	-8 358 105
TOTAL (II)	10 833 582	19 191 687	-8 358 105
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	48 991	166 109	- 117 118
TOTAL (III)	48 991	166 109	- 117 118
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 485 593	3 888 743	- 403 150
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	586 266	533 474	52 792
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		181 147	- 181 147
Autres dettes	6 923 879	8 718 860	-1 794 981
Produits constatés d'avance	65 845		65 845
TOTAL (IV)	11 061 583	13 322 224	-2 260 641
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	24 298 992	36 074 009	-11 775 017

Compte de résultat association ANC2022-06

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	696 468	712 993	- 16 525	-2,32
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services				
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation et d'investissement	24 255 459	23 043 631	1 211 828	5,26
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	3 093 794	2 656 599	437 195	16,46
. Mécénats	2 730 454	6 461 103	-3 730 649	-57,74
. Legs, donations et assurances-vie		140 891	- 140 891	-100
. Contributions financières	3 944 982		3 944 982	N/S
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	166 109	36 334	129 775	357,17
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés	18 632 969	25 733 496	-7 100 527	-27,59
Autres produits	49 548	69 157	- 19 609	-28,35
Total des produits d'exploitation (I)	53 569 782	58 854 205	-5 284 423	-8,98
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	26 109 483	19 773 373	6 336 110	32,04
Variations stocks		28 509	- 28 509	-100
Autres achats et charges externes	5 300 564	4 822 436	478 128	9,91
Aides financières	8 574 308	10 841 497	-2 267 189	-20,91
Impôts, taxes et versements assimilés	335 523	235 914	99 609	42,22
Salaires et traitements	2 470 998	1 779 710	691 288	38,84
Cotisations sociales	1 101 425	765 037	336 388	43,97
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	328 672	13 082	315 590	N/S
Dotations aux provisions	48 991	166 109	- 117 118	-70,51
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corpor. cédées				
Reports en fonds dédiés	10 274 863	17 005 283	-6 730 420	-39,58
Autres charges	129 569	1 554 883	-1 425 314	-91,67
Total des charges d'exploitation (II)	54 674 395	56 985 832	-2 311 437	-4,06
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-1 104 613	1 868 372	-2 972 985	-159,12
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	85 591	514 377	- 428 786	-83,36
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	85 591	514 377	- 428 786	-83,36
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	85 591	514 377	- 428 786	-83,36
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-1 019 022	2 382 749	-3 401 771	-142,77
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Total des produits exceptionnels (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	20 128	122 970	- 102 842	-83,63
Total des produits (I + III + IV)	53 655 373	59 368 581	-5 713 208	-9,62
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	54 694 523	57 108 802	-2 414 279	-4,23
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 039 150	2 259 779	-3 298 929	-145,98
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	10 492 544	12 898 120	-2 405 576	-18,65
Prestations en nature	1 308 529	2 089 681	-781 152	-37,38
Bénévolats	2 280 672	2 490 427	-209 755	-8,42
Total	14 081 745	17 478 228	-3 396 483	-19,43
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature	10 182 727	12 898 120	-2 715 393	-21,05
Mise à disposition gratuite de biens et services	309 818	309 818		100,00
Prestations en nature	1 308 529	2 089 681	-781 152	-37,38
Personnel bénévole	2 280 672	2 490 427	-209 755	-8,42
Total	14 081 745	17 478 228	-3 396 483	-19,43

Annexes

PREAMBULE

La Fédération Française des Banques Alimentaires est une association de loi 1901 reconnue d'utilité publique (RUP) par le décret du 22 février 2023. Son objectif est de fédérer les Banques Alimentaires au sein d'un réseau qu'elle anime et pilote pour renforcer l'efficacité et la cohésion et pour développer les compétences. Il y a actuellement 79 Banques Alimentaires dont 3 outre-mer.

Le projet commun partagé par le réseau des Banques Alimentaires est d'apporter une aide alimentaire digne, de qualité, sûre et diversifiée aux personnes les plus démunies et de promouvoir, avec les associations, épiceries sociales et CCAS partenaires, un accompagnement social créateur de lien, facteur d'inclusion ou de réinclusion sociale, conformément à la Charte des Banques Alimentaires de juin 2021.

Cet objectif de la FFBA se traduit par des actions :

- De définition de la stratégie et des grandes règles de fonctionnement du réseau ;
- D'accompagnement et d'animation de l'activité du réseau dans l'esprit de la charte des Banques Alimentaires.
- D'accompagnement des associations, épiceries sociales et CCAS partenaires pour les personnes concernées.
- De recherche au niveau national des denrées alimentaires et autres produits ou ressources pour le réseau
- D'amélioration de l'alimentation des personnes accueillies.
- De développement de la notoriété du réseau et la médiatisation de ses actions pour la recherche et la diversification des financements.

La FFBA représente les Banques Alimentaires auprès des pouvoirs publics et des médias nationaux.

Elle est habilitée pour le compte des Banques Alimentaires à distribuer l'aide alimentaire et à gérer les aides de l'Europe et de l'Etat. Elle développe des partenariats avec des donateurs et mécènes et met au service du réseau et des associations partenaires des outils communs, des formations et des experts. Elle est présidée par un Président bénévole, membre du conseil d'administration composé en majorité de Présidents des Banques Alimentaires élus en Assemblée Générale et d'associations fondatrices ou élues.

En 1986, la France crée la Fédération Européenne des Banques Alimentaires (FEBA) dont elle assure aujourd'hui la présidence.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 24 298 991,96 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 1 039 150,47 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis et arrêtés le 04/06/2026 par le Conseil d'Administration.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- Les conventions avec l'Etat sont reconduites ;
- Déménagement du siège social au 10 place de Catalogne 75014 Paris courant février 2025 ;
- Publication du Rapport de la Cour des Comptes en juin 2025.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

L'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 ont été appliqués à compter de l'exercice.

Ce règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique du transfert de charge ;
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Selon les règles françaises, un changement de réglementation comptable est qualifié de changement de méthode comptable. Ce règlement n'a pas d'impacts significatifs sur les comptes de la FFBA au 31 décembre 2025 ni sur la présentation des états financiers.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, complété des mises à jour en vigueur actuellement, les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce et de la première application du règlement n°2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables qui modifie le règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	de 01 à 03 ans
Déménagement	01 an

Stocks :

Au 31/12/2025, Il n'y a pas de marchandises stockées.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non- recouvrement.

Elles comprennent les créances des Banques Alimentaires du réseau et principalement France Agrimer (99%).

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Au 31/12/2025, nous avons comptabilisé une provision pour autres charges d'un montant de 48 991 euros.

Celle-ci se décompose de la manière suivante :

- Provision d'indemnité de fin de carrière : 43 067 euros
- Provision pour autres indemnités sociales : 5 924 euros

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner les engagements pour départ à la retraite dans ses comptes 2025 pour un montant de 43 067 euros.

Le mode de calcul retenu pour l'évaluation de l'indemnité de départ en retraite est basé sur :

- le salaire de fin de carrière ;
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté ;
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective ;
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : moyen
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 3%
- le taux d'actualisation retenu : 3.6%
- le taux moyen des charges sociales : 56%

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires en nature sont valorisées selon l'origine du don.

-Produit alimentaire :

Les dons des produits alimentaires sont valorisés à la valeur mercuriale établie chaque année par l'institut Nielsen.

-Le mécénat de compétence :

Il est évalué selon les données fournies par la société d'origine du mécénat de compétence.

Les autres dons en nature (publicité, encart radio et télévisé, conception etc.) sont valorisés à la valeur commerciale du don.

Le bénévolat est valorisé conformément à la règle suivante :

- Fonction dirigeant : 5 fois le SMIC augmenté des charges patronales ;
- Cadres responsables d'activités : 3 fois le SMIC augmenté des charges patronales ;
- Employés, ouvriers... : 1.2 fois le SMIC augmenté des charges patronales.

Etat de la trésorerie :

TRESORERIE	AU 31/12/2025
Comptes de Placements	598
Comptes à terme	1 900 000
Disponibilités	11 767 250
Intérêts courus à percevoir	8805
TOTAL	13 676 653

Annexes

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Tableau des Immobilisations

Situations et mouvements Rubriques	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	2 525 777	-	-	2 525 777
- Logiciels informatiques	2 525 777			2 525 777
Immobilisations corporelles	540 328	481 759	599 818	422 268
- Agencements, aménagements, installations	13 367		13 367	-
- Matériel de Bureau et informatique	65 741			65 741
- Mobilier		61 056		61 056
- Déménagement	232 851	295 472	232 851	295 471
- Autres immobilisations corporelles en cours	228 369	125 231	353 600	0
Immobilisations financières	671 202	120 523	70 790	720 935
- Prêts aux usagers	470 000	120 000	70 000	520 000
- Dépôts et cautionnements	201 202	523	790	200 935
Total	3 737 307	602 281	670 608	3 668 979

Amortissements

Situations et mouvements(b) Rubriques (a)	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement ou la fourchette retenue	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles			2 525 777	-	-	2 525 777
- Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans	linéaire	2 525 777	-	-	2 525 777
Immobilisations corporelles			292 232	328 672	246 218	374 686
- Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans	linéaire	13 367		13 367	0
- Matériel de Bureau et informatique	de 03 à 05 ans	linéaire	46 014	12 080		58 094
- Mobilier	01 an	linéaire	-	53 501		53 501
- Déménagement	01 an	linéaire	232 851	263 091	232 851	263 091
Total			2 818 009	328 672	246 218	2 900 462

Ventilation des augmentations et des diminutions des postes d'immobilisation et amortissement

Concernant les postes d'immobilisations						
1 - Développement de la colonne « Augmentations » du tableau présenté à l'article 832-1	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Mobilier de Bureau	61 056	58 128		2 928		
Déménagement	295 472	295 472				
Immobilisations en cours	125 231			125 231		
TOTAL	481 759	353 600	-	128 159	-	-
2 - Développement de la colonne « Diminutions » du tableau présenté à l'article 832-1	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif	Cessions	Scissions	Mises hors service
Instal agencet aménagement	13 367					13 367
Déménagement	232 851					232 851
Immobilisations en cours	353 600	353 600				
TOTAL	599 819	353 600	-	-	-	246 219
Concernant les amortissements						
Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations					
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exception- nelles		
Matériel de bureau et informatique		12 080				
Mobilier		53 501				
Déménagement		263 091				
TOTAL	-	328 672	-	-	-	
Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions					
	Éléments transférés à	Éléments cédés	Éléments mis hors service			
Instal agencet aménagement			13 367			
Déménagement			232 851			
TOTAL	-	-	246 219	-		

Les éléments mis hors service sont liés aux agencements des bureaux réalisés dans la Tour CIT qui n'ont pas été transférés lors du déménagement du siège au 10 place de Catalogne.

Etat et échéances des créances

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice			
Créances (a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	720 934	593 597	127 337
<i>Prêts aux usagers</i>	<i>520 000</i>	<i>520 000</i>	
<i>Autres créances immobilisées</i>	<i>200 934</i>	<i>73 597</i>	<i>127 337</i>
Créances de l'actif circulant	9 853 823	7 048 717	2 805 106
<i>Créances usagers</i>	<i>7 493 389</i>	<i>4 688 283</i>	<i>2 805 106</i>
<i>Autres créances</i>	<i>2 053 159</i>	<i>2 053 159</i>	
<i>Charges constatées d'avance</i>	<i>307 275</i>	<i>307 275</i>	
Total	10 574 757	7 642 314	2 932 443

Les créances usagers correspondent à 97.26 % aux fonds à percevoir par France Agrimer au titre des conventions FSE+ 2022-2023-2024-2025. Nous allons recevoir en 2026, 80% du FSE 2025 ainsi que le solde FSE+ 2022.

Le solde des créances est à attribuer aux banques alimentaires du réseau.

Les autres créances correspondent à 90.37% aux dons de mécène, intervenus fin 2025 mais qui ont été encaissés en début d'année 2026 (plateformes en ligne principalement). Le solde correspond à des créances fournisseurs, salariales et autres qui vont se solder en 2026 (Dont un litige de 2019 pour 24100 euros)

Les charges constatées d'avance concernent 2026.

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	138 874
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	1 879 554
TOTAL	2 018 428

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé " excédent " et le résultat négatif " déficit ". L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale ordinaire ayant approuvé les comptes de l'exercice 2024, l'excédent de 2 259 779€ est affecté intégralement au report à nouveau, celui-ci présente après affectation un solde de report à nouveau créditeur de 3 159 928€

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	234 060							234 060
Report à nouveau	900 149	2 259 779						3 159 928
Excédent ou déficit de l'exercice	2 259 779	2 259 779				1 039 150		1 039 150
TOTAL	3 393 988	-	-	-	-	1 039 150	-	2 354 838

Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Les subventions d'exploitation correspondent à des soldes de subventions 2023 et 2024 à hauteur de 5.27% qui seront utilisés en 2026 et à des subventions 2025 qui seront utilisées en 2026.

Les contributions financières d'autres organismes ont pour origine les donateurs par l'intermédiaire de la Fédération Européenne des Banques Alimentaires (FEBA) et de dons émanant de la Fondation Carrefour, du Crédit Mutuel et Métro (93%). Les ressources liées à la générosité du public ont pour origine le mécénat venant d'entreprise et des dons des particuliers via les plateformes internet de la FFBA(mon panier solidaire), en chèque, virement et carte bleue.

VARIATION DES FONDSD'EDIES ISSUS DE	A l'ouverture de l'exercice	REPORT	UTILISATIONS		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
DGCS CNES 2023	106 917		106 917			-	-
DGCS-CNES 2024 ACHATS	4 898 657		4 898 657			-	-
FSE+ accompagnement 2024	799 242		799 242			-	-
FSE+ logistique 2024	799 242		799 242			-	-
DGCS- MMPT 2023	740 188		650 351			89 837	-
DGCS-MMPT 2024	9 863 110		9 607 314			255 796	-
DGCS-Précarité Infantile 2023	828 112		811 175			16 937	-
FSE25 - Logistique		860 104				860 104	-
FSE25 -Accompagnement		860 104				860 104	-
DGCS-MMPT25		3 548 061				3 548 061	-
DGCS -Précarité Infantile 25 - Achats		978 947				978 947	-
DGCS -CNES25		127 723				127 723	-
Ministère des Outre-Mer		145 134				145 134	-
Sous-total subventions d'exploitation	18 035 468	6 520 073	17 672 898	-	-	6 882 643	-
Contributions financières d'autres organismes							
FEBA et autres organismes	395 129	2 723 048	355 194			2 762 984	-
Sous-total contributions financières d'autres organismes	395 129	2 723 048	355 194	-	-	2 762 984	-
Ressources liées à la générosité du public							
dons Mécénat	364 262	399 154	364 262			399 154	
dons Grand Public	396 827	632 588	240 615			788 800	
Sous-total ressources liées à la générosité du public	761 089	1 031 742	604 877	-	-	1 187 954	
TOTAL	19 191 686	10 274 863	18 632 969	-	-	10 833 581	-

Signification des sigles utilisés dans le tableau ci-dessus :

FSE+ : fonds social européen

DGCS : direction générale de la Cohésions Sociale

FEBA : Européan Food Banks Fédération

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	166 109	48 991	166 109	48 991
TOTAL (II)	166 109	48 991	166 109	48 991
TOTAL GENERAL (I+II)	166 109	48 991	166 109	48 991
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		48 991	166 109	
- financières				
- exceptionnelles				

Dont dotation aux provisions pour départ en retraite : 43 067 euros.

Etat et échéances des dettes

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice				
Dettes (a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	-	-		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 485 593	3 485 593		
Dettes fiscales et sociales	586 266	586 266		
Autres dettes	6 923 879	1 789 748	5 134 131	
Produits constatés d'avance	65 845	65 845		
Total	11 061 583	5 927 452	5 134 131	-

Les autres dettes sont composées à 74.15% des quotes-parts de reversement des subventions du FSE+(gérées par France Agrimer) au réseau des BA. Le reversement aux BA de ces quotes-parts de subventions intervient une fois les avances initiales ou les soldes de ces subventions encaissées par la FFBA.

Le montant des autres dettes, comprises entre 1 et 5 ans, concerne les soldes à encaisser par la FFBA et donc à reverser aux BA pour les financements du FSE + au titre des années 2022-2023-2024 et 2025.

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs- Factures non parvenues	412 978
Dettes fiscales et sociales	342 145
Autres dettes	302 580
TOTAL	1 057 703

Annexes (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Concours publics et subventions**

Les subventions d'exploitation reçues au titre de l'exercice 2025 sont les suivantes :

AU 31/12/2025	Subventions publiques	Concours publics
ETAT	24 255 459	
DGCS -FSE+ , Forfaits "logistique" et "mesures d'accompagnement"	4 790 778	-
DGCS- Mieux Manger Pour Tous	10 811 600	-
DGCS- Animation du projet Réseau des BA par la FFBA	1 100 000	-
DGCS- Précarité Menstruelle	600 000	-
DGCS-Lutte contre la précarité infantile	978 947	-
DGCS- Approvisionnement des épiceries sociales et solidaires	5 829 000	-
Ministere des Outre-Mer-MAYOTTE	145 134	-
COLLECTIVITES LOCALES	-	-
UNION EUROPEENNE	-	-
AMBASSAGE	-	-
TOTAL	24 255 459	-

Signification des sigles utilisés dans le tableau ci-dessus :

FSE+ : fonds social européen

DGCS : direction générale de la Cohésions Sociale

Legs, donations et assurances-vie

Aucune opération sur l'exercice 2025

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

- Convention pluriannuelle d'Objectif (CPO) conclue avec la DGCS
- Contribution Nationale pour les épiceries sociales (CNES)
- Fonds Social Européen (FSE+)
- Subvention dans le cadre de la protection féminine
- Subvention dans le cadre de précarité infantile

Rémunération des cadres dirigeants

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 235 665 Euros.

Le Président, le Vice-Président et le Trésorier sont bénévoles et non rémunérés.

Répartition des effectifs par catégorie

Catégorie sociale	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	0
Employés, techniciens, agents de maîtrise	23
Cadres et ingénieurs	17
Total	40

Honoraires du commissaire aux comptes

	Commissaire aux comptes
Honoraires afférents à la certification des comptes	74 742
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	
Total TTC	74 742

Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2025

L'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21, 22, 73 et 75 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République précise les mentions à faire figurer dans l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger. L'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger est établi selon le modèle de tableau présenté ci-dessous.

Etat du Contributeur	Contributeur	Date	Personnalité Juridique du contributeur	Nature de l'avantage	Caractère direct ou indirect de la contribution	Mode de paiement	Montant de la ressource en €
Allemagne							3 340
Allemagne	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	2 380
Allemagne	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Prelevement	960
Autriche							0
Autriche	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	0
Belgique							223 452
Belgique	European Food Banks Fédération	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	222 512
Belgique	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	783
Belgique	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Prelevement	120
Belgique	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	37
Brésil							60
Brésil	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	60
Canada							40
Canada	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	40
Émirats arabes unis							8
Émirats arabes unis	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	8
Espagne							231
Espagne	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Prelevement	230
Espagne	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	1
États-Unis							103 271
États-Unis	The Global Foodbanking Network	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	88 241
États-Unis	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	15 030
Inde							3
Inde	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	3
Italie							100
Italie	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	100
Luxembourg							730
Luxembourg	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	730
Monaco							50
Monaco	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	50
Pays-Bas							320
Pays-Bas	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Prelevement	320
Royaume-Uni							9 582
Royaume-Uni	La UK Online Giving Foundation	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	7 320
Royaume-Uni	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	1 109
Royaume-Uni	Bright funds	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	492
Royaume-Uni	Good corporation	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	500
Royaume-Uni	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	160
Sénégal							5
Sénégal	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	5
Singapour							3
Singapour	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	3
Suède							250
Suède	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	250
Suisse							1 098
Suisse	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	845
Suisse	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	253
République de Chine (Taïwan)							50
République de Chine	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	50
Thaïlande							352
Thaïlande	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	Virement	202
Thaïlande	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	150
Tunisie							20
Tunisie	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	20
Turquie							50
Turquie	Donateurs particuliers	2025	Privée	Numéraire	Direct	CB	50
Total général							343 015

Annexes (suite)

AUTRES ANNEXES POUR LES ASSOCIATIONS

FAISANT APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC

Notes explicatives CROD et CER 2025

Méthode de présentation :

La Fédération Française des Banques Alimentaires (FFBA) présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2025 selon le modèle du règlement de l'ANC n°2018-06 homologué du 5 décembre 2018 et modifié par le règlement de l'ANC n°2020-08.

Ce tableau présenté selon une approche analytique permet d'identifier l'origine des ressources et leurs emplois par destination (missions sociales, frais de recherches de fonds, frais de fonctionnement...). Le résultat apparaissant dans le CROD est strictement identique à celui du bilan et du compte de résultat. De même, le total des emplois est égal à celui des charges et le total des ressources à celui des produits.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-I. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

➤ Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- Les ressources issues de la générosité du public affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- Les autres produits affectés sont utilisés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité du public non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- Les frais de recherche des ressources issues de la générosité du public,
- Les missions sociales réalisées par la Fédération (« les missions sociales réalisées par l'organisme en France »),
- Les missions sociales réalisées par les autres entités du réseau des Banques Alimentaires (« les missions sociales versées à d'autres organismes agissant en France »),
- Les frais de fonctionnement.

Les abandons de frais des bénévoles sont affectés au financement des emplois fonction de la mission effectuée par le bénévole concerné.

Les immobilisations sont prioritairement financées par les ressources autres que celles émanant de la générosité du public.

➤ Les produits par origine

1.1 Les produits liés à la générosité du public

Les ressources financières issues de la générosité du public, qu'elles soient affectées ou non affectées, se composent :

- Des cotisations sans contrepartie versées par les membres de la Fédération
- Des dons manuels des personnes physiques (y compris les abandons de frais des bénévoles),
- Des dons financiers des entreprises (mécénat),
- Des legs, donations et assurances vie,
- Des quote-part de générosité reçue d'autres organismes.

1.2 Les produits non liés à la générosité du public

Ils se composent :

- Des contributions financières reçues d'organismes sans but lucratif, principalement des fondations d'entreprise ou fondations abritées.

- Des cotisations avec contrepartie versées par chaque Banque Alimentaire à la Fédération conformément aux principes internes de mutualisation de certains services ou applications utilisés par l'ensemble du Réseau.

1.3 Les subventions et autres concours publics comprennent les subventions d'exploitation et autres concours publics.

1.4 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

1.5 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités et non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

➤ Les charges par destination

2.1 Les missions sociales

Conformément à ses statuts, la Fédération des Banques Alimentaires a pour but de favoriser une alimentation de qualité et créatrice de lien pour les personnes en situation de précarité et de fédérer les Banques Alimentaires (BA) du territoire national au sein d'un réseau constituant une communauté d'intérêt et de solidarité mutuelle au service des personnes démunies en fondant ses actions sur les valeurs de don et de partage. Elle agit en partenariat avec des associations et des organismes sociaux.

Les principales missions sociales se déclinent ainsi :

- Approvisionnement de produits alimentaires et d'hygiène à destination du réseau des BA. Ces produits peuvent soit être achetés ou provenir du FSE ou encore de partenariats nationaux.
- Appui financier au réseau des BA via des versements de subventions, de mécénats ou de produits de la générosité du public.
- Appui opérationnel à l'ensemble du réseau pour développer les activités d'accompagnement, former l'ensemble du réseau notamment sur les règles de sécurité alimentaire, développer les applications et outils nationaux permettant de gérer la collecte de dons alimentaires et les distributions de produits aux associations partenaires, aux épiceries sociales, etc.
- Animation du réseau et actions de plaidoyer.

Principe d'affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

Les dépenses relatives aux missions sociales correspondent aux coûts engagés par la Fédération pour la réalisation des opérations.

Ce sont les coûts qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée ou si elle s'arrêtait.

Ces dépenses comprennent les coûts directement affectables. Elles comprennent notamment les achats de denrées alimentaires et d'hygiène à destination du réseau des BA, les aides financières versées aux BA et les salaires et charges des personnes responsables de la mise en œuvre des missions sociales décrites ci-avant.

Seule la charge réellement engagée est affectée au titre de la mission sociale. Les provisions sont ainsi enregistrées dans la rubrique « dotations aux provisions » ou « reprises de provisions » selon qu'elles sont constituées ou reprises.

2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Ce poste comprend les frais d'appel aux dons des particuliers et des entreprises, le traitement des dons et des reçus fiscaux, la recherche et la gestion des legs et le coût du personnel dédié.

2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe principalement les dépenses de loyers, charges locatives, les dépenses de frais généraux, de mise en conformité, de gouvernance ainsi que les coûts des services administratifs, finances, ressources humaines et direction fédérale.

2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations inscrites au compte de résultat.

2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, collectés sur 2025 et non utilisés

sur l'exercice. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-I.

Ces données proviennent directement des colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Les ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés) étaient de 0 €.

Le CER affiche un résultat de 0 € sur 2025 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Les ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés) sont de 0 €.

Compte de résultat par origine et destination (CROD)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU				
1.1 Cotisations sans contrepartie	235 384	235 384	246 575	246 575
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	3 093 794	3 093 794	2 656 599	2 656 599
- Legs, donations et assurances-vie			140 891	140 891
- Mécénat	2 730 454	2 730 454	6 461 103	6 461 103
1.3 Autres produits liés à la générosité du	3 944 982	3 944 982		
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE				
2.1 Cotisations avec contrepartie	461 084		466 417	
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du	135 139		583 534	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS	24 255 459		23 043 631	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET	166 109		36 334	
ANTERIEURS	18 632 969	960 071	25 733 496	3 490 794
TOTAL	53 655 373	10 964 684	59 368 581	12 995 963
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	31 911 040	1 823 603	26 076 903	4 151 647
- Versements à un organisme central ou	8 574 308	3 971 849	10 841 497	6 452 373
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	822 950	822 950	670 537	670 537
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0		0	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 713 572	591 492	2 212 422	1 084 486
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET	377 662		179 191	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	20 128		122 970	
L'EXERCICE	10 274 863	3 754 790	17 005 283	636 920
TOTAL	54 694 523	10 964 684	57 108 802	12 995 963
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 039 150		2 259 779	

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES				
Bénévolat	2 280 672	2 280 672	2 490 427	2 490 427
Prestations en nature	1 308 529	1 308 529	2 089 681	2 089 681
Dons en nature	10 492 544	10 492 544	12 898 120	12 898 120
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	14 081 746	14 081 746	17 478 228	17 478 228
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX				
Réalisés en France	12 421 351	12 421 351	15 130 232	15 130 232
Réalisés à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA	419 555	419 555	836 579	836 579
FONCTIONNEMENT	1 240 840	1 240 840	1 511 417	1 511 417
TOTAL	14 081 746	14 081 746	17 478 228	17 478 228

Tableau de rapprochement des charges entre compte de résultat et CROD

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de		Frais de fonctionne ment	Dotations aux provisions et déprécia tions	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
Achats de marchandises	26 112 418										26 112 418
Variation de stock											0
Autres achats et charges externes	3 129 095				593 464		1 575 069				5 297 629
Aides financières		8 574 308									8 574 308
Impôts, taxes et versements assimilés	168 241				13 143		154 139				335 523
Salaires et traitements	1 632 248				139 667		699 083				2 470 998
Charges sociales	760 036				60 234		281 154				1 101 425
Dotations aux amortissements et dépréciations								328 672			328 672
Dotations aux provisions								48 991			48 991
Reports en fonds dédiés										10 274 863	10 274 863
Autres charges	109 002				16 441		4 126				129 569
Charges financières											0
Charges exceptionnelles											0
Participations des salariés aux résultats											0
Impôt sur les bénéfices									20 128		20 128
TOTAL	31 911 040	8 574 308	0	0	822 950	0	2 713 572	377 662	20 128	10 274 863	54 694 523

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS	Missions sociales		Frais de recherche	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE
	Réalisées	Réalisées à			
Secours en nature	10 182 727				10 182 727
Mises à disposition gratuite de biens et services	293 297			16 521	309 818
Prestations en nature	536 178		306 134	466 217	1 308 529
Personnel bénévole	1 409 150		113 420	758 102	2 280 672
TOTAL	12 421 351	0	419 555	1 240 840	14 081 746
TOTAL	12 421 351	0	419 555	1 240 840	14 081 746

Compte d'Emploi Annuel des Ressources Collectées auprès du public (loi N°91-772 du 7 août 1991)

EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice 2025	Exercice 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice 2025	Exercice 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie	235 384	246 575
- Actions réalisées par l'organisme	1 823 603	4 151 647	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres	3 971 849	6 452 373	- Dons manuels	3 093 794	2 656 599
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	140 891
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénat	2 730 454	6 461 103
- Versements à un organisme central ou à d'autres			1.3 Autres produits liés à la générosité du public	3 944 982	
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	822 950	670 537			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	591 492	1 084 486			
TOTAL DES EMPLOIS	7 209 894	12 359 043	TOTAL DES RESSOURCES	10 004 613	9 505 169
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	3 754 790	636 920	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	960 071	3 490 794
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	10 964 684	12 995 963	TOTAL	10 964 684	12 995 963
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 2025	Exercice 2024		Exercice 2025	Exercice 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisés en France	12 421 351	15 130 232	Bénévolat	2 280 672	2 490 427
Réalisés à l'étranger			Prestations en nature	1 308 529	2 089 681
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	419 555	836 579	Dons en nature	10 492 544	12 898 120
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	1 240 840	1 511 417			
TOTAL	14 081 746	17 478 228	TOTAL	14 081 746	17 478 228